

Les plaies de Tchernobyl s'apaisent mais restent ouvertes

12 septembre 2018 / Émilie Massemin (Reporterre)



Entre 2013 et 2017, l'Union européenne a accordé cinq millions d'euros à plusieurs projets destinés à améliorer les conditions de vie des populations des zones contaminées autour de Tchernobyl : le rééquipement d'un hôpital, une serre où produire des aliments sains et un incinérateur pour brûler le bois radioactif de la zone interdite.

-
- *Cet article est le second volet d'un reportage dans les environs de Tchernobyl. [Lire ici](#) : « Autour de Tchernobyl, l'effrayant état de santé des habitants des zones contaminées »*

- *Ivankiv et Tchernobyl (Ukraine), reportage*

Le niveau de technicité des appareils du laboratoire contraste avec la façade défraîchie de l'hôpital de la petite ville d'Ivankiv, à une cinquantaine de kilomètres du réacteur accidenté de Tchernobyl, dans le nord de l'Ukraine. « *Ici, nous nous trouvons dans le laboratoire de diagnostic fonctionnel* », dit fièrement Oksana Kadun, médecin en chef de l'hôpital. Sur le bureau, un registre indique les niveaux de contamination des enfants. « *La dernière était une petite fille née en 2010. Elle était à 63 becquerels par kilo [Bq/kg] [1]* », soit plus de deux fois la normale. Dans une pièce voisine, un appareil radiométrique permet de mesurer les quantités de radionucléides — césium 137 et strontium 90 — dans les produits alimentaires. Ce lundi matin de juillet, une laborantine teste un échantillon de champignons séchés : 13.845 Bq/kg, soit plus de cinq fois la norme ukrainienne.



Les années qui ont suivi l'accident nucléaire de Tchernobyl, l'hôpital d'Ivankiv, pourtant situé sur l'un des territoires les plus contaminés d'Ukraine, n'avait pas les moyens de mesurer l'exposition des habitants à la radioactivité. En 2008, des députés européens, parmi lesquels Michèle Rivasi, ont obtenu qu'une partie des fonds européens investis dans la sécurisation du réacteur détruit soient alloués à la protection des populations voisines. « *À cela s'est ajoutée, en 2009, une belle rencontre avec Youri Bandajevsky, qui avait le projet de créer un centre écologie et santé* », raconte M^{me} Rivasi. **Youri Bandajevsky** est un professeur de médecine et anatomo-pathologiste d'origine biélorusse, qui n'a cessé depuis les années 1990 d'alerter sur les effets dramatiques d'une exposition chronique à de faibles doses de radioactivité. Le projet, doté d'une enveloppe de cinq millions d'euros, a débuté en 2013 pour s'achever fin 2017. Il a consisté en le rééquipement et un soutien technique de l'hôpital d'Ivankiv, une serre où cultiver des aliments exempts de toute contamination et un incinérateur où brûler le bois contaminé de la zone d'exclusion de Tchernobyl. Trois ouvrages qu'une délégation européenne a visité le 10 juillet 2018, pour s'assurer de la bonne utilisation des fonds dédiés.



Oksana Kadun témoigne des changements survenus dans son hôpital. « On a commencé par réaliser une carte de la contamination radiologique du district. La dernière datait de 1995, alors que les terres sont cultivées, que les gens produisent des légumes dans leurs potagers et cueillent des baies dans la forêt. Cela nous a permis de découvrir que la moitié est du district était contaminée au strontium 90. » Autre chantier, l'installation d'un service de mesure de la radioactivité dans le corps humain et les aliments grâce à du matériel de pointe : radiomètre, spectromètre bêta gamma, etc. Un autre laboratoire biochimique permet de faire des analyses de sang très fines. « Nous réalisé des examens sur plus de 12.000 enfants du district et près de mille femmes enceintes », se félicite la médecin en chef. Pour des résultats bien moins réjouissants : ces mesures ont permis à Youri Bandajevsky de découvrir de multiples maladies chez les enfants exposés à la radioactivité, comme des anomalies du rythme cardiaque pour plus de 80 % d'entre eux, des désordres métaboliques, des problèmes voire cancers de la thyroïde. Pour tenter de minimiser l'exposition des habitants, un centre de prévention a été mis sur pied, qui produit des documents sur l'alimentation et le risque radioactif et propose des séances d'information individuelles et collectives.

La maternité d'Ivankiv rééquipée et une étude sur les bébés de Tchernobyl

La maternité d'Ivankiv a elle aussi été rééquipée grâce aux financements européens. Mykola Melnychuk, directeur du Centre de protection de la santé des mères et des enfants d'Ivankiv, assure la visite avec une satisfaction manifeste. « Nous avons désormais une table de réanimation pour les nouveau-nés, un appareil pour contrôler les battements du cœur, des couveuses et un appareil spécialisé pour la ventilation des poumons du bébé. Avant le projet, il nous est arrivé de faire une ventilation artificielle des poumons avec les mains, pendant des heures ! » En parallèle, plusieurs échanges ont eu lieu entre les soignants de la maternité d'Ivankiv et du CHU de Clermont-Ferrand. « Ils ont vu le fonctionnement de la maternité du CHU, mais aussi des petites maternités de Thiers et d'Issoire. Nous, nous avons vu où ils en étaient et avons pu leur proposer des formations adaptées », raconte Laurent Gerbaud, professeur de santé publique et directeur du service de santé universitaire à Clermont. Résultat, la mortalité périnatale, élevée avant 2013, s'est effondrée. « En 2017, nous n'avons perdu aucun bébé et, depuis quelques années, les jeunes mères ne meurent plus », se réjouit Mykola Melnychuk. Par effet levier, cette amélioration a même motivé l'administration du district à financer une nouvelle salle de chirurgie.



Cette baisse de la mortalité périnatale est un succès en soi, mais elle doit également permettre d'améliorer la recherche. En effet, le CHU de Clermont-Ferrand et l'hôpital d'Ivankiv ont bâti une base de données commune — santé des parents, déroulement de la grossesse et de l'accouchement, santé du nouveau-né — pour essayer d'identifier des effets de la contamination radioactive sur les femmes enceintes et les bébés. Côté français, elle est constituée d'un échantillon « témoin » de 8.000 à 10.000 grossesses représentatives ; côté ukrainien, sur les 432 grossesses enregistrées à l'hôpital, 334 ont pu être intégrées à la base. Encore fallait-il que les soins prodigués aux mères et aux bébés soient comparables entre les deux pays, ce qui est désormais le cas. « *Mais il nous manque encore les informations sur les grossesses, notamment celles à risque, d'habitantes d'Ivankiv qui ont été suivies à Kiev. Si nous n'arrivons pas à les obtenir, cela risque d'introduire un biais dans l'étude. En outre, nous observons une réticence des femmes enceintes à se faire mesurer leur radioactivité interne. Il serait souhaitable de mieux comprendre ces réticences* », indique Bénédicte Belgacem, spécialiste de santé publique au CHU de Clermont-Ferrand.

« Depuis, nous avons connu une révolution et la guerre. Et cette année, le prix du gaz pourrait augmenter de 63 % »

À quelques kilomètres de là, le projet de serre est loin d'être aussi abouti. Construite un an et demi auparavant grâce à une subvention de 1,8 million d'euros de l'Union européenne, vaste d'un hectare et parfaitement étanche, elle doit permettre de cultiver des légumes sains pour la cantine scolaire, l'hôpital, la maison de retraite et les militaires d'Ivankiv. Mais en ce lundi matin de juillet, elle est vide. « *En été, la production des potagers est bien meilleur marché, c'est pourquoi cela n'a pas de sens de produire sous serre à cette période* », explique Maxim, fondateur de la société qui exploite l'équipement. Autre écueil, la monoculture : seules 200 tonnes de tomates ont été récoltées depuis la mise en service de la serre, « *parce que notre marché n'est pas saturé de ce produit* », indique Maxim, pour qui l'équipement n'est pas conçu pour plusieurs cultures simultanées. Et seulement 20 % de cette cueillette a été donnée aux habitants d'Ivankiv. Une approche commerciale qui n'est pas du goût de Michèle Rivasi : « *Il faut quand même une plus grande variété de produits, ce n'est pas qu'avec des tomates qu'on va nourrir les gens ! Ce n'est pas une serre seulement économique, elle a un objectif sanitaire.* »



« Le business plan a été défini il y a sept ans. Depuis, nous avons connu une révolution et la guerre, se défend Maxim. L'an dernier, le prix du gaz a grimpé de 16 % ; cette année, on parle de 63 %, à la suite des conditions imposées par le Fonds monétaire international en échange d'un crédit. Le prix des matières premières — intrants pour les cultures, pellets pour la chaudière à bois — a augmenté aussi. Nous embauchons vingt personnes : au début de la construction de la serre, le salaire minimal était de 1.200 hryvnias, il est aujourd'hui à 3.700 hryvnias. Et sur les 80 % de la production qu'il nous reste à vendre après les dons, 20 % payent la TVA tandis que la grande distribution nous impose de lui en fournir 20 % gratuitement. Aujourd'hui, cette serre n'est pas rentable ! » Et pas moyen, selon lui, de valoriser cette production en bio : « En Ukraine, il n'y a pas de classe moyenne bien installée. Un kilo de tomates bio coûte 160 hryvnias alors que les pensions de retraite s'élèvent à 1.600 hryvnias et le salaire moyen à Kiev à 6.000 hryvnias. Les gens ne choisissent pas leurs aliments en fonction de leur qualité écologique, mais en fonction du prix. » Autre difficulté, l'administration du district n'a toujours pas délivré l'autorisation de fonctionnement de la serre. « On va remettre ce projet à plat », assure Michèle Rivasi.

Un incinérateur à Tchernobyl pour prévenir les incendies dans la forêt contaminée

Le troisième arrêt a lieu dans la zone d'exclusion de Tchernobyl. Après de grands empilements de grumes rouges, dont certaines sont à moitié carbonisées, apparaît un bâtiment d'où s'échappe le vacarme assourdissant d'une broyeuse. L'incinérateur, mis en service un an auparavant, est destiné à brûler le bois contaminé au césium 137 et au strontium 90 issu de coupes dans la zone interdite. En effet, face à de nombreux feux de forêt — en juillet 2016, 300 hectares de la « forêt rousse », la plus contaminée, sont partis en fumée — et au risque de dissémination de la radioactivité qu'ils entraînent, l'agence nationale de gestion de la zone d'exclusion a pris des mesures préventives. « Vingt-trois personnes travaillent dans cet incinérateur, mais se relaient à tour de rôle par période de quinze jours pour des raisons de dose », explique le directeur. Mais s'il y a du progrès, les conditions de sécurité sont encore aléatoires. À l'intérieur du bâtiment, un ouvrier simplement protégé d'un masque en papier racle de la cendre radioactive — autour de 900 Bq/kg. Elle sera ensuite stockée dans des fûts confiés à une entreprise spécialisée dans la gestion des déchets radioactifs. « Ce sont eux qui analysent la radioactivité et, si c'est radioactif, ils ensevelissent », indique simplement un autre ouvrier, qui ne semble pas très concerné. Mais cet incinérateur est tout de même un progrès : il permet d'alimenter en eau chaude la ville de Tchernobyl et les cendres ne sont pas épandues dans les champs, comme la rumeur court que le seraient les cendres d'un autre incinérateur installé par une entreprise ukrainienne.



À l'issue de ces visites, l'enjeu est déterminer la poursuite du soutien européen à ces différents projets. « *Je voudrais continuer ce projet d'hôpital, mais cela va dépendre de la Commission* », a indiqué Michèle Rivasi lors d'un point presse. Autre membre de la délégation, la députée européenne (Alliance progressiste des socialistes et démocrates) Julie Ward a plaidé en ce sens : « *Quand le désastre de Tchernobyl est survenu, j'étais enceinte de mon premier enfant et ma mère m'a dit de ne pas boire de lait. Parce que le nuage radioactif avait traversé le nord de l'Angleterre, qu'il avait plu, que l'herbe était contaminée et que le lait était contaminé. Ce n'est donc pas un enjeu pour l'Union européenne et pour l'Ukraine, c'est un enjeu pour tous les Européens.* »



LE SARCOPHAGE DU RÉACTEUR DE TCHERNOBYL TOUJOURS INACHEVÉ



Pendant que la vie s'organise dans la zone contaminée, le réacteur accidenté en 1986 continue à cracher des particules radioactives — 200 tonnes de déchets contenant du combustible s'y trouvent encore, pour une activité radioactive de 410 pétabecquerels (un million de milliards de becquerels). La faute à la dégradation du premier sarcophage bâti à la hâte à la fin de l'année 1986, de moins en moins étanche. Pour remédier à cette situation, la construction d'une arche a été confiée en 2007 au consortium Novarka, composé des groupes français Bouygues et Vinci. Las, le chantier de cet ouvrage colossal de 38.000 tonnes, 105 mètres de haut et 150 mètres de long prend du retard. *« Après avoir placé le nouveau confinement, il a fallu en assurer l'étanchéité en installant un joint, explique Pascal Daures, chef du secteur sûreté nucléaire-actions préventives et correctives à la Commission européenne. Mais quand les équipes sont arrivées, elles se sont aperçues que le niveau de radioactivité était bien plus élevé que ce qu'elles imaginaient. Les gens ne pouvaient travailler que cinq minutes pour forer les trous pour mettre en place les ancrages. Les entreprises ont dû faire le tour de toutes les boîtes d'intérim d'Ukraine et d'ailleurs pour trouver le bon nombre de personnes à faire monter, à tour de rôle, pendant cinq minutes. »*

Autre difficulté, la grue située sous la nouvelle arche, qui était censée poursuivre le démantèlement de l'ancien sarcophage devenu instable, est tombée en panne pour des raisons inconnues. *« L'entreprise responsable de la grue doit tester son électronique, sa mécanique... Tant qu'on n'a pas les résultats de ces investigations, on ne peut pas faire les réparations. Et ça nous retarde dans la mise à disposition de l'installation finale »,* indique M. Daures. L'idée est de démanteler tout l'ancien réacteur pour pouvoir éventuellement, un jour, détruire l'arche.

[1] Le **becquerel** mesure l'activité d'une source radioactive, c'est-à-dire le nombre de transformations ou désintégrations d'atomes qui s'y produisent en une seconde, cette transformation s'accompagnant de l'émission d'un rayonnement.

Lire aussi : Autour de Tchernobyl, l'effrayant état de santé des habitants des zones contaminées

Source : Émilie Massemin pour *Reporterre*. Pour réaliser ces articles, notre journaliste a été invitée par la Commission européenne à accompagner une délégation d'eurodéputés et de membres de la Commission pour une série de visites des projets pour l'amélioration des conditions de vie des habitants des territoires contaminés après l'accident nucléaire de Tchernobyl, financés par le budget européen en Ukraine.

Photos : © Émilie Massemin/*Reporterre*

. chapô : le sarcophage de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

. bébé : © D^r Mykola Melnychuk

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article :
<https://reporterre.net/Les-plaies-de-Tchernobyl-s-apaisent-mais-restent-ouvertes>